

# En Hongrie, Orbán s'attaque à l'« université Soros »

Le milliardaire américain Georges Soros, fondateur de l'établissement, est accusé de financer l'opposition

Vienne - correspondant

**A**près les attaques contre les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias, est-ce au tour des universités? Le gouvernement hongrois, dirigé par l'ultraconservateur Viktor Orbán, a présenté, mardi 28 mars, un projet de loi qui pourrait entraîner la fermeture de l'une des institutions universitaires les plus emblématiques du pays, l'Université d'Europe centrale (CEU en anglais).

Fondée par le philanthrope américain d'origine hongroise George Soros, la CEU estime que le texte, s'il était adopté, « rendrait impossible » une continuation de ses activités dans le pays, parce qu'il annulerait notamment l'accord entre l'État de New York et la Hongrie, qui lui permet de délivrer des diplômes reconnus par les deux systèmes.

Depuis plusieurs mois, M. Orbán a intensifié son offensive contre George Soros, qu'il accuse de financer l'opposition. Parmi ses cibles figurent notamment les ONG de défense des libertés ou de protection des demandeurs d'asile, dont beaucoup sont en partie subventionnées par la célèbre fondation du milliardaire, l'Open Society Foundations (OSF). Des « activistes payés par des organisations internationales » pour « faire venir des centaines de

milliers de migrants en Europe », a dénoncé M. Orbán en février.

Des proches du promoteur de la démocratie non libérale avaient aussi critiqué le rôle de la CEU dans le pays, accusée d'être « le bras armé de Soros en Europe » pour promouvoir un agenda « libéral » et de s'accaparer les fonds européens au détriment des universités locales.

## Une génération d'élites formée

L'université, située au cœur de Budapest, a accueilli, depuis 1991, 14 000 étudiants du monde entier, triés sur le volet, pour étudier – en anglais – dans des conditions exceptionnelles, souvent jalouxées par la communauté universitaire locale. De statut privé, elle fonctionne grâce à une dotation d'une valeur de 550 millions d'euros du financier américain, qui permet notamment d'attribuer des bourses à une grande majorité d'étudiants. En vingt-cinq ans, la CEU a formé une génération d'élites, actuellement au pouvoir un peu partout en Europe centrale, y compris au sein du gouvernement de M. Orbán.

Le projet de loi prévoit qu'aucune université non européenne ne puisse désormais délivrer de diplômes hongrois sans négocier un accord préalable avec le gouvernement et sans avoir une activité sur son territoire d'origine, ce qui n'est pas le cas de la CEU aux États-Unis. Le secré-

taire d'État à l'éducation a affirmé mercredi que la loi « n'était pas anti-CEU ou anti-Soros », et qu'il s'agissait de lutter contre certaines « irrégularités », commises par des universités étrangères en Hongrie.

## « Arrêtons Bruxelles »

Mais le recteur, Michael Ignatieff, ancien chef du Parti libéral canadien, a maintenu que « cette législation [les] vise directement ». « Nous ne fermerons pas notre université, nous n'avons pas d'autre maison que Budapest », a-t-il martelé, lors d'une conférence de presse convoquée dans l'urgence et durant laquelle il a demandé le retrait du texte. Devant ses étudiants et ses professeurs, réunis auparavant en assemblée générale, il a critiqué « un acte d'agression et de trahison » du gouvernement hongrois, en rappelant que la CEU est régulièrement classée comme étant la meilleure université du pays.

« Je suis très en colère », réagit Gaspar Bekes, inscrit en master à la CEU et militant dans une association étudiante, qui dénonce « une campagne contre Soros et contre la démocratie » et promet d'organiser des manifestations. L'ambassade des États-Unis à Budapest a officiellement exprimé son soutien à l'université et plusieurs ambassadeurs ont assisté à la conférence de presse du recteur.

Une autre offensive, contre les ONG, est actuellement en préparation. Le gouvernement vient de lancer une consultation nationale par le biais de courriers envoyés à l'ensemble de la population. L'objectif est de légitimer par avance son intervention sur le sujet, en s'émancipant de la tutelle de Bruxelles. Viktor Orbán souhaite légiférer, à partir du 20 mai, pour forcer les ONG implantées dans son pays à déclarer le montant de leur financement provenant de l'étranger, sous peine de ne plus être autorisées à

y mener leurs activités. Ce projet est mal vu à la Commission européenne. Les organisations dans son viseur sont celles qui critiquent son gouvernement, comme Amnesty International.

Son secrétariat international est à Londres et l'ONG est soutenue financièrement, entre autres, par les ambassades de Grande-Bretagne, de Norvège, de Belgique et des Pays-Bas. Le slogan pour la campagne de cette consultation, « Arrêtons Bruxelles », a été présenté mardi, le jour même de la visite à Budapest du commissaire européen aux migrations, Dimitris Avramopoulos, qui était venu appeler la Hongrie au « respect des principes de l'UE ». ■

BLAISE GAUQUELIN  
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND  
(À PARIS)

## Entrée en vigueur de la loi d'enfermement des migrants

La Hongrie a encore resserré son dispositif anti-immigration, avec l'entrée en vigueur, mardi 28 mars, d'une loi de placement en détention systématique des demandeurs d'asile, une disposition dénoncée comme non conforme au droit international et qui place l'UE dans l'embarras. Selon la nouvelle législation, tous les demandeurs d'asile présents en Hongrie ou y arrivant doivent être regroupés dans deux camps fermés, et non accessibles à la presse, installés à la frontière serbe. Les migrants devront y séjourner dans l'attente d'une décision définitive concernant leur demande d'asile. Il ne leur sera possible de quitter les lieux qu'en cas d'avis positif ou s'ils retournent en Serbie.